

# • avec les travailleurs, pour l'union de la gauche, vers le socialisme

Texte présenté par les camarades du courant « Socialisme unitaire » et établi sous la responsabilité de :

- Raymond GUILLANEUF (Puy-de-Dôme) ;
- François DECKER (Seine-Saint-Denis) ;
- Robert OLEON (Puy-de-Dôme) ;
- Eliane PARES (Finistère).

L'orientation suivante qui est contradictoire avec celle présentée par le Bureau national, pour ne pas parler des errements dogmatiques de la G.O.P., a été élaborée par des militants du P.S.U. qui, non seulement ont participé à toutes les batailles du Parti, mais entendent bien se situer dans la continuité des principes fondamentaux qui font de lui une organisation originale et, pour l'instant, irremplaçable au sein de la Gauche française. Ces camarades déçus, pour ne pas dire désillusionnés, par l'absence de perspectives, la désorganisation et l'opportunisme politique du Parti au cours des dernières années, ont choisi, contrairement à d'autres, de rester au sein du P.S.U. pour y mener jusqu'à son terme une action

d'éclaircissement politique plus que jamais nécessaire.

Ils adhèrent donc complètement à l'idée que le socialisme ne peut se faire qu'en même temps et de façon complémentaire se développent les libertés individuelles et collectives concrètes et formelles ; ils sont persuadés aussi que la voie légale ne peut suffire pour imposer le socialisme à la bourgeoisie et qu'une véritable révolution sera nécessaire. En matérialistes ils n'entendent cependant pas soumettre leur action politique à des schémas préétablis et figés, mais, au contraire, l'infléchir en fonction d'analyses de situation concrètes ; en réalistes, ils savent bien que toute action, pour être efficace, ne peut se dérouler en ligne droite mais que souvent des détours et des compromis sont nécessaires.

Pour engager le débat il leur semble inutile de revenir sur des notions telles que : il faut briser l'Etat ; il faut réaliser l'unité des travailleurs ; l'unité populaire ne peut se faire que lentement et progressivement, etc., qui constituent des acquis du mouvement ouvrier, lieux communs dont tout le monde au PSU — du moins faut-il l'espérer —, est bien convaincu.

Leur analyse se limitera donc à mettre en lumière les points essentiels de la situation actuelle, permettant de dégager une ligne politique claire.



### **1. POUR ASSURER SA SURVIE, LE CAPITALISME ACCROIT L'EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS.**

L'internationalisation des échanges, rendue nécessaire par l'obligation pour les entreprises capitalistes d'étendre sans cesse leur marché a eu pour conséquence un accroissement de la concurrence. Aussi les capitalistes, pour chercher à limiter la baisse du taux de profit, ont-ils dû, soit se lancer dans des productions nouvelles, soit moderniser les moyens matériels de production, tout cela en mettant à profit les progrès scientifiques et techniques en modifiant parallèlement de façon systématique, dans le sens d'une rentabilité accrue, l'organisation du travail.

D'autre part, le capitalisme est en train de se réorganiser lui-même par le biais de fusions, concentrations, regroupements d'entreprises ou d'activités. Il atteint une taille indiscutablement internationale avec les grandes firmes multinationales (Ford, Michelin, par exemple).

Le résultat de cette évolution a été d'introduire un facteur d'instabilité permanente pour les entreprises et de les pousser à accroître l'exploitation des travailleurs par une course à la plus-value.

### **2. MALGRE UNE OPPRESSION DE PLUS EN PLUS DURE ET GENERALISEE LE PEUPLE N'EST PAS ENCORE GAGNE AU SOCIALISME.**

Bien évidemment c'est la classe ouvrière dans son ensemble, au-delà des divisions artificielles introduites par les entreprises pour empêcher l'unité de revendication et de contestation, qui souffre le plus de cette évolution : les conditions de travail sont de plus en plus dures (rythmes, etc.) ; les salaires augmentent certes mais pas uniformément, et le prix des produits essentiels (logement, nourriture, habillement) monte si vite que le pouvoir d'achat stagne

quand il ne diminue pas. Le nombre des chômeurs s'accroît ; aucun emploi n'est sûr. Mais les autres travailleurs sont également touchés : cadres, employés du secteur des échanges et des services subissent au second degré les mêmes conséquences néfastes que la classe ouvrière.

Enfin, la paysannerie et une fraction importante des couches moyennes voient leurs conditions de vie se détériorer et même leur existence professionnelle remise en cause.

Malheureusement, en raison de la division des travailleurs, du poids idéologique et culturel croissant des valeurs bourgeoises diffusées massivement par la radio, la télé, la presse aux ordres, la grande majorité des ouvriers n'est pas encore gagnée au socialisme ; la paysannerie dans son ensemble, malgré quelques heureuses exceptions dont la rareté fait le prix, s'en défie ; les couches moyennes y sont réfractaires massivement, hormis quelques fractions de l'intelligentsia et du milieu étudiant. Bien sûr, il y a eu ces dernières années des mouvements à caractère progressiste : conflits du travail, revendications paysannes, etc.

Mais il serait erroné de surestimer ces luttes sous prétexte qu'elles ont eu lieu quelques mois ou quelques années après Mai 68. Ce type de luttes a toujours existé : rappelons seulement 36, les grandes grèves de 53, la grève des mineurs de 63. Les arbres ne doivent pas cacher la forêt : le problème est bien de savoir comment unir les mécontents et les amener à se rallier au socialisme.

### **3. DEVANT LES EXCES ET LES FAIBLESSES DU POUVOIR DES CAPITALISTES, LA GAUCHE SE TRANSFORME ET S'UNIT POUR VAINCRE.**

La bourgeoisie elle aussi se trouve confrontée, en cette période de mutation économique à des difficultés énormes sur le



plan politique : l'Etat, devant favoriser la modernisation et l'évolution dans le sens monopoliste, contre l'intérêt de certaines catégories d'entreprises (mal gérées, trop petites ou en déclin). Ceci explique à la fois que l'Etat se soit renforcé grâce à une colonisation de tous les postes importants par les valets du capitalisme et qu'il se sente faiblir sous le poids des contradictions, des scandales, de l'incurie dans le domaine social. Une fascisation du pouvoir n'est donc pas à exclure comme en témoignent les déclarations des leaders de la « majorité » à commencer par Pompidou.

Cependant, dans le camp adverse, on a pu assister à un réveil qui est la conséquence directe du mécontentement croissant de masses de plus en plus larges. La C.F.D.T. a vu son influence s'accroître et a opté résolument pour le socialisme. Le P.C. n'a pas hésité à entamer un processus de libéralisation et d'indépendance vis-à-vis de l'URSS pour faciliter la réalisation d'un front commun contre la « majorité ». Le P.S., de son côté, est en train de rompre, difficilement certes, avec un passé de compromissions, et de renouer avec la tradition socialiste. Le PC, le PS et leurs alliés radicaux de gauche, ont mis sur pied un programme commun de gouvernement qui scelle leur entente, offrant ainsi ce qui manquait en 1968, une alternative politique crédible. La CGT s'y est ralliée et la CFDT et la FEN n'ont pas désapprouvé cette action. La bourgeoisie est à juste titre inquiète.

De leur côté les gauchistes, les « révolutionnaires », paralysés par des dogmes ou livrés à l'opportunisme, sont de plus en plus divisés. Incapables d'agir sur la réalité, ils sont privés de toute implantation véritable dans les masses et ne peuvent rassembler des militants que sur des thèmes défensifs et ponctuels. Il n'y a qu'à comparer les manifestations pour le Vietnam organisées par les gauchistes (PSU, partie prenante !) et par la Gauche unie pour voir de quel côté penche la majorité des travailleurs. Du reste, la réalisation de l'union s'est traduite par un flot d'adhésions à la CGT, au PC et surtout au

PS qui a fait plus de nouveaux adhérents depuis janvier 1972 que le PSU ne compte de cartes !

#### 4. LE PSU NE PEUT SE TENIR A L'ECART DE CE MOUVEMENT.

Dans ces conditions, il faut réorienter la politique du PSU vers l'union de la Gauche.

Certes le programme commun n'est pas révolutionnaire — et il ne se présente pas comme tel —, mais il offre par un grand nombre de mesures préconisées la chance de pouvoir assurer une transition vers le socialisme, si du moins il est appliqué. D'autre part, il n'est pas indifférent — c'est un euphémisme —, que des hommes de gauche remplacent aux leviers de commande de l'Etat des domestiques du Capital : pour briser l'Etat, l'action externe ne suffit pas ; il faut pouvoir agir aussi de l'intérieur ; aussi faut-il tout faire pour mettre fin à la dictature gaulliste-centriste, écarter le risque de fascisation. On doit encore noter que l'union de la Gauche, comme le note la CFDT « opère un clivage entre droite et gauche, entre forces anticapitalistes et forces capitalistes ».

Enfin et surtout, l'union de la Gauche OFFRE UNE DYNAMIQUE qu'on ne peut négliger ; elle peut permettre la mise en mouvement des masses populaires qu'il sera ensuite bien difficile d'arrêter dans leur revendication du socialisme.

Toutes ces raisons font que le PSU DOIT REJOINDRE LE COMBAT DE LA GAUCHE UNIE.

MAIS CELA NE VEUT PAS DIRE QUE LE PSU DOIVE RENONCER A SA PERSONNALITE. Au contraire, il constitue un élément important pour que :

- La transition annoncée se réalise vraiment ;
- Qu'elle permette à un socialisme de liberté de s'instaurer en France. Ce que le PSU ne peut faire avec les groupes gauchistes en



raison des désaccords profonds qu'il a avec eux, il peut le faire avec de bonnes chances de réussite au sein de la Gauche unie.

**L'ACTION DU PSU AU SEIN DE LA GAUCHE UNIE DOIT SE FAIRE AU SOMMET ET DANS LES MASSES.**

Au sommet, le PSU doit pousser à des prises de position de plus en plus socialistes et de plus en plus démocratiques en s'appuyant tantôt sur le PC, tantôt sur le PS et TOUJOURS SUR LA VOLONTE POPULAIRE.

A la base, le PSU doit propager la politique unitaire et favoriser le développement de revendications plus avancées, destinées à faire pression sur les organisations. De plus, le PSU doit aider à la continuation de l'expérience unitaire au-delà des élections, même dans le cas où celles-ci seraient perdues.

**5. DES DEMAIN, LE PSU DOIT SE METTRE A L'AVANT-GARDE DE L'UNITE POPULAIRE.**

Dans les mois qui viennent, en application de cette stratégie, il convient :

— De manifester notre adhésion au programme commun et à l'union de la Gauche ;

— D'arrêter une tactique électorale plus unitaire que celle de nos partenaires et qui pourrait être : candidat du PSU dans toutes les circonscriptions sauf celles où se représente un ancien élu dont le passé et les convictions vont dans le sens de la réalisation de l'unité populaire. Naturellement le retrait au second tour pour le candidat véritablement de gauche le mieux placé.

— D'engager avec les autres organisations, parties à l'union, et à la base, un débat public sur le problème des rapports entre étatisation, planification et autogestion.

— D'engager de la même façon un débat sur les mesures les plus urgentes à prendre après la prise du pouvoir notamment : comment enrayer la hausse des prix et la

fuite des capitaux ? comment assainir l'administration ? comment assurer la neutralisation des forces de répression ? etc.

— De faire une propagande propre au PSU sur les premières grandes réformes permettant d'assurer un début de contrôle ouvrier.

**CETTE ACTION DEVRAIT NOUS PERMETTRE DE RETROUVER LA CONFIANCE DES MASSES ET FAIRE DE NOUS CE QUE NOUS DEVRIONS ETRE DEJA : L'AVANT-GARDE DE L'UNITE POPULAIRE.**

Nous savons que cette orientation exige une révision difficile de la politique — ou plutôt des hésitations gauchistes —, du Parti. Une autre consisterait à mettre le PSU sur une voie solitaire qui risquerait fort d'être une voie de garage. Aussi l'adhésion à l'union de la Gauche est-elle vitale pour l'avenir du PSU.

Il est temps d'en finir avec les prêches dans le désert et d'entrer carrément dans l'action politique pour LA REALISATION DE L'UNITE POPULAIRE ET LA VICTOIRE DU SOCIALISME.

N.B. : Deux problèmes importants et urgents se posent au Parti : celui de sa réorganisation et de l'adaptation de ses structures à une action politique efficace d'une part, celui de la définition de sa politique internationale (qui a été escamotée à Juvisy) d'autre part ; nous proposerons que des Conseils nationaux, consacrés à ces problèmes, soient réunis dans les mois qui viennent.

Toute correspondance concernant ce texte doit être adressée à :

Raymond GUILLANEUF  
14, allée Marius-Bellot, 63100 CLERMONT-FERRAND,  
ou 181, rue Ordener, 75018 PARIS, tél.  
254.88.24.